

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3687 - MERCREDI 26 FEVRIER 2020

RDC-FMI

Vers un accord formel parsemé d'embûches

Arrivée au terme de sa mission à Kinshasa, la délégation du Fonds monétaire international (FMI), sous la conduite de son directeur du département Afrique, Mauricio Villafuerto, a participé à une dernière séance de travail avec le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba à la Primature. Cette rencontre est venue ainsi clôturer les échanges avec plusieurs structures nationales. En effet, pour le FMI, il s'agissait concrètement de scruter le cadre macro-économique du pays. Sur ce point précis, le chef de la mission du FMI a exprimé sa satisfaction du fait de la stabilité relative des paramètres fondamentaux du pays. Mais il en faut bien plus pour contenter cette institution financière internationale.

Page 2



Les délégués du FMI lors d'une séance de travail à Kinshasa

CORONAVIRUS

Des mesures de lutte en bonne voie



Le diplomate chinois et le Pr Muyembe lors de la conférence de presse

Au cours d'une conférence de presse tenue à Kinshasa le lundi 24 février, en présence du coor-

donnateur du Comité multisectoriel de la riposte à la maladie à virus Ebola, le Pr Jean-Jacques

Muyembe, l'ambassadeur de Chine en RDC, Zhu Jing, a fait le point sur l'évolution du coronavirus (covid-19) en Chine.

Le Dr Muyembe a, pour sa part, indiqué qu'en RDC, pour le moment, il n'y a pas de cas suspect ou confirmé de la maladie à Covid-19. Le ministère de la Santé, a-t-il fait savoir, a pris des mesures de surveillance et le pays est préparé pour faire face à cette épidémie. Il a déclaré que la RDC a reçu du CDC Africa et de l'OMS sept cents tests pour pouvoir faire des diagnostics de cette maladie.

Page 3

FARDC

Perspective d'une nouvelle mise en place dans l'armée



Une parade des unités des Fardc

Des indiscretions font état d'un probable changement au niveau du commandement des Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc). Le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, qui s'est inscrit dans une dynamique de changement visant la réforme des secteurs publics en veilleuse, entend aller jusqu'au bout dans sa logique du renouveau. Après avoir nommé dans la magistrature aujourd'hui

requinquée avec l'arrivée de nouvelles têtes, il viserait, cette fois-ci, à en croire des indiscretions, l'armée nationale en vue de booster son efficacité. Ces prochaines nominations, apprend-on, n'obéiront qu'aux seuls critères de compétence et de professionnalisme, loin des arrangements politiques qui risqueraient d'en biaiser le contenu.

Page 2

FORMATION

Les albinos outillés en techniques de fabrication et de vente des produits cosmétiques

La Fondation Vodacom a officiellement lancé, le 25 février, à Kinshasa la session de formation en techniques de fabrication et de vente des produits cosmétiques en faveur d'une cinquantaine d'albinos membres de la Fondation Mwimba Texas (FMT). Cette formation vise, à en croire la présidente de la Fondation Vodacom, Viviane Mulenda, l'autonomisation des albinos. Parlant de

l'application digitale, le directeur général adjoint de Vodacom-RDC a indiqué qu'au terme de cette formation, avec le souci d'ouvrir cette communauté au monde, la Fondation mettra en place une application digitale sûre qui aura pour but de créer une communauté virtuelle qui réunira tous les albinos de la RDC en les ouvrant à ceux des autres pays d'Afrique et du monde. Page 4



Défilé de mode des albinos, lors de cette activité

ÉDITORIAL

Toujours sur le coronavirus !

Le fait que l'épidémie du coronavirus ait jusqu'à présent épargné l'Afrique, ou du moins y ait été relativement peu constaté, ne doit évidemment pas nous convaincre que la pandémie en cours d'extension sur toute l'étendue de la planète épargnera notre continent. Inévitablement, en effet, si cette pandémie se répand sur toute la surface du globe, elle frappera notre continent avec des effets d'autant plus destructeurs que nos systèmes de santé sont encore fragiles, parce que l'Afrique occupe sur le globe terrestre un espace immense et donc difficile à protéger, parce que sa population s'accroît à un rythme extrêmement rapide et donc difficilement contrôlable.

Conclusion de ce qui précède : la coordination des actions qui peuvent permettre de freiner ou même de stopper la progression de ce virus venu d'Asie est encore plus nécessaire chez nous qu'ailleurs dans le monde. D'où l'idée selon laquelle les cinquante-quatre pays qui se partagent le continent devraient mobiliser leurs forces sans attendre que le coronavirus provoque les ravages que tout le monde craint désormais, chez nous comme ailleurs. Outre le fait qu'en agissant ainsi ils protégeraient mieux leurs populations contre les drames à venir, leurs dirigeants enverraient simultanément à la communauté mondiale un message fort concernant leur capacité d'anticiper pour prévenir le pire.

La tragédie provoquée, en RDC notamment, par le virus Ebola est là pour démontrer que nous autres, Africains, pouvons être frappés de plein fouet par les maladies qui se propagent au sein des communautés humaines, mais aussi que nous sommes capables d'en endiguer les effets mortels puisque jusqu'à présent nous avons réussi à éviter que l'extension de ce virus provoque une pandémie. Il nous revient donc d'en tirer les leçons à l'échelle du continent en mettant en place les dispositifs de surveillance, puis de lutte nécessaires.

Ne serait-il pas juste, raisonnable, logique que nos dirigeants se retrouvent un jour prochain dans l'une ou l'autre des capitales de l'Afrique – à Brazzaville-Kintélé par exemple – pour réfléchir ensemble aux dispositions qu'il convient de prendre par anticipation dans le but de prévenir le pire qui risque fort de nous toucher à notre tour comme il frappe aujourd'hui la Chine ?

Le Courrier de Kinshasa

FARDC

Perspective d'une nouvelle mise en place dans l'armée

Il se susurre, depuis un temps, quelques indiscrétions au sujet d'un probable changement au niveau du commandement des Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc).

Dans la ville haute, on est vite passé d'une simple rumeur à une certitude au regard des signaux en présence qui attestent la volonté de Félix Tshisekedi à se doter d'une véritable armée républicaine régentée par des officiers de valeur à la compétence éprouvée. Le chef de l'Etat, qui s'est inscrit dans une dynamique de changement visant la réforme en profondeur des secteurs publics en veilleuse, entend aller jusqu'au bout de sa logique du renouveau institutionnel et sociétal. Après avoir nommé dans la magistrature aujourd'hui requinquée avec l'arrivée de nouvelles têtes, Félix-Antoine Tshisekedi viserait cette fois-ci, à en croire des indiscrétions, l'armée nationale en vue de booster son efficacité. Il sera procédé incessamment, apprend-on, aux nominations et affectations des généraux de la nouvelle chaîne de commandement des Fardc. Il nous revient que ces nominations n'obéiront qu'aux seuls critères de compétence, une façon de reconnaître les qualités de plusieurs officiers ayant sacrifié leur vie pour la cause nationale. « Les forces armées n'étant fondamentalement pas inféodées à

un quelconque parti politique, la désignation de leurs officiers supérieurs sera basée sur des critères professionnels précis et, surtout, en dehors des arrangements politiques », confie une source au faite du dossier. Ici, seuls des officiers justifiant d'un cursus normal, ayant gravi les échelons de l'armée jusqu'à mériter leur grade actuel, seront pris en compte dans ces nominations très attendues dans l'opinion. L'objectif visé est de bâtir une armée républicaine réellement au service du peuple et à la disposition des institutions élues par le souverain primaire. Une armée composée des hommes et des femmes prêts à servir le pays, défendant et protégeant les frontières nationales et ce, au prix de leur sang. Toutefois, les officiers indexés et sous sanctions européennes sont, d'ores et déjà, mis hors course dans cette perspective de nomination dont l'enjeu consiste à redorer l'image des Fardc actuellement classées huitième armée d'Afrique, de par leur montée en puissance.

Alain Diasso

RDC-FMI

Vers un accord formel parsemé d'embûches

Le pays serait en bonne voie pour conclure un accord avec l'institution de Bretton Woods. La rencontre du lundi 25 février entre le Premier ministre, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, et la délégation du FMI a permis de constater une stabilité relative du cadre macro-économique. Mais il en faut bien plus pour contenter le partenaire.

Arrivée au terme de sa mission à Kinshasa, la délégation du Fonds monétaire international (FMI), sous la conduite de son directeur du département Afrique, Mauricio Villafuerte, a participé à une dernière séance de travail avec le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba à la Primature. Cette rencontre est venue ainsi clôturer les échanges avec plusieurs structures nationales. En effet, pour le FMI, il s'agissait concrètement de scruter le cadre macro-économique du pays. Sur ce point précis, le chef de la mission du FMI a exprimé sa satisfaction du fait de la stabilité relative des paramètres fondamentaux du pays.

Plus globalement, la mission du FMI visait à évaluer le processus de mise en place d'un accord avec la République démocratique du Congo (RDC). On le sait, le gouvernement RD-congolais tient plus que tout à cette reprise avec l'un de ses partenaires les plus difficiles et pointilleux. Selon Mauricio Villafuerte, la RDC doit continuer à fournir des efforts pour accroître la mobilisation des recettes et équilibrer les dépenses. Cet effort reste indispensable même si les critères des réalisations quantitatives jusqu'à décembre 2019 et les repères structurels à ce jour ont été globalement atteints. La performance envisagée est d'autant plus nécessaire qu'elle

va permettre de passer à la prochaine étape des négociations afin de « conclure un programme formel avec le gouvernement RD-congolais pour faciliter l'octroi des crédits ». Du côté de la RDC, l'on se veut optimiste. Le Comité de conjoncture économique instauré par le Premier ministre vise justement à surveiller hebdomadairement la situation macro-économique pour en garantir la stabilité et répondre aux exigences du partenaire FMI. Par ailleurs, la Primature insiste sur les efforts de maximisation des recettes de l'État et l'engagement des dépenses à la fourchette des entrées réelles.

Laurent Essolomwa

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé,
Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coombé, Christian Brice Elion
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CORONAVIRUS

Des mesures de lutte en bonne voie

Au cours d'une conférence de presse tenue à Kinshasa le lundi 24 février, en présence du coordonnateur du comité multisectoriel de la riposte à la maladie à virus Ebola, le Pr Jean-Jacques Muyembe, l'ambassadeur de Chine en RDC, Zhu Jing, a fait le point sur l'évolution du coronavirus (covid-19) en Chine.

Depuis la survenue de l'épidémie dans la ville de Wuhan, il y a un mois, la Chine a mis en place une batterie de mesures pour l'endiguer. «Des mesures prises par les autorités chinoises pour contenir l'épidémie de Covid-19 (le nouveau coronavirus) sont en bonne voie. On va certainement atteindre l'objectif qui est d'éradiquer l'épidémie. Mais on ne peut pas encore crier victoire, même s'il y a des signes encourageants», a expliqué le diplomate chinois qui a laissé entendre qu'en dehors de la Chine, la propagation s'est étendue en Corée du Sud, en Italie et au Japon. Et d'annoncer : «L'OMS a lancé l'alarme pour susciter le concours de tous pour lutter contre ce virus car le nombre de contamination continue d'avancer.»

En dépit du nombre des cas de contamination, le chef de la mission diplomatique chinoise a affir-



Le diplomate chinois et le Pr Muyembe lors de la conférence de presse

mé qu'il y a de nouvelles encourageantes. « Jusqu'au 23 février dernier, le nombre de contaminations qui était de quatre cent seize cas a baissé par rapport à la période précédente. Et cette baisse s'observe à Hubei, épicentre de la maladie. Mais il y a aussi vingt-quatre provinces qui ont recensé zéro cas entre un à vingt-quatre jours. Ce qui

sous-entend qu'en dehors de Hubei, la situation est en train d'être maîtrisée », a-t-il rassuré. Après avoir reconnu que quarante-neuf mille huit cent dix-sept patients sont encore dans les hôpitaux.

Il y a, à ce jour, a-t-il renchéri, plus de guérison par rapport aux contaminations. Au début de la crise, le taux de guérison était

très faible, estimé à 4 %, mais aujourd'hui on a dépassé les 30 % avec vingt-cinq mille personnes rétablies.

Dans la province du Hubei, a-t-il poursuivi, on a eu à maintenir le taux de mortalité à un niveau faible de 3,89 %. Donc, il y a des tendances positives. «Ce qui veut dire que toutes les ressources nécessaires à la lutte

contre l'épidémie sont en train d'être mobilisées, avec les deux hôpitaux construits en dix jours pour satisfaire à la prise en charge des patients dès le premier jour », a dit l'ambassadeur chinois. Bien qu'il y ait ces performances, Zhu Jing a laissé entendre que le moment n'est pas encore de fêter la victoire. «On n'est pas encore très sûr de la voie de transmission. Voilà pourquoi la recherche est en train de s'accélérer sur le virus, sur le traitement médical et sur le mode de transmission. C'est une crise sanitaire sans précédent. On ne va pas renoncer au traitement, on continuera d'être vigilants », a indiqué le diplomate chinois.

Présent à cette conférence de presse, le Dr Muyembe a rassuré les journalistes en indiquant qu'en RDC, pour le moment, il n'y a pas de cas suspect ou confirmé de la maladie à Covid-19. Le ministère de la Santé, a-t-il fait savoir, a pris des mesures de surveillance et le pays est préparé pour faire face à cette épidémie. Il a déclaré que la RDC a reçu du CDC Africa et de l'OMS sept cents tests pour pouvoir faire des diagnostics de cette maladie.

Blandine Lusimana

ISTM/ KANANGA

Acquisition d'un nouveau parc informatique

L'Institut supérieur des techniques médicales (ISTM) de Kananga vient d'acquérir plus de soixante-dix ordinateurs et une photocopieuse, grâce à l'implication personnelle du Pr Mukandu Basua Babintu, directeur général de comité de gestion.

Après la construction d'un pont pour faciliter l'accès des étudiants au site universitaire et la construction de nouveaux bâtiments pouvant recevoir plus de deux mille étudiants, le comité de gestion conduit par le Pr Mukandu Basua Babintu vient une fois de plus de poser un geste salutaire pour relever le niveau d'enseignement de cet établissement supérieur. Sur fonds propres, le comité de gestion vient d'acquérir un charriot informatique composé de plus de soixante-dix ordinateurs.

Grâce à cette acquisition, les étudiants pourront désormais accéder à la bibliothèque virtuelle pour avoir la documentation nécessaire selon les options. Ils seront ainsi capables de concilier la théorie à la pratique dans les différents cours. Surtout ceux de la section sage-femme pourront



Des caisses contenant des ordinateurs

visionner plusieurs éléments qu'ils apprennent à l'école.

De nouveaux locaux ont été aménagés selon les normes pour abriter le parc informatique. Cela à la grande satisfaction de tous les bénéficiaires dont les étudiants et les professeurs. Avec cette nouvelle acquisition, le Pr Mukandu montre son engagement à

faire de l'ISTM/Kananga une institution d'enseignement supérieur de renommée n'ayant rien à envier aux autres établissements d'enseignement médical.

Rappelons que lors de son installation, le comité de gestion de l'ISTM/Kananga conduit par le Pr Mukandu s'était engagé à améliorer la qualité de

l'enseignement et les conditions de travail du personnel administratif et académique. C'est ainsi qu'il n'hésite pas à poser des gestes pour corroborer son engagement. C'est dans ce cadre qu'on peut citer la construction d'un pont pour faciliter l'accès des étudiants au site universitaire, la construction des auditorios.

Le DG de l'ISTM/Kananga nourrit bien d'autres projets qu'il compte matérialiser. Il s'agit en l'occurrence de la construction des homes des étudiants et l'amphithéâtre, de l'asphaltage de la route menant vers le site universitaire, de l'acquisition des bus pour le transport des étudiants...

B.L

FORMATION

Des albinos outillés en techniques de fabrication et de vente des produits cosmétiques

La session concerne plus de cinquante albinos, membres de la Fondation Mwimba-Texas, et vise leur autonomisation afin de répondre à certaines préoccupations liées à la vie et à leur état des personnes vivant avec l'albinisme.

La Fondation Vodacom a officiellement lancé, le 25 février, à l'hôtel Sultani à Gombe la session des prises en charge des albinos. Celle-ci commence par une première session de formation en techniques de fabrication et de vente des produits cosmétiques en faveur d'une cinquantaine d'albinos membres de la Fondation Mwimba-Texas (FMT). La formation, qui marque le lancement du concept « *Albinos fiers et autonomes* », vise, à en croire la présidente de la Fondation Vodacom, Viviane Mulenda, l'autonomisation des albinos.

Dans son mot de bienvenue, la directrice de la Fondation Vodacom a tenu à remercier tous les partenaires sociaux de cette organisation, qui l'accompagnent dans l'accomplissement de sa mission visant le bien-être, le développement durable, l'autonomisation de la femme, etc. Pour Mme Viviane Mulenda, la Fondation Vodacom a tenu à l'organisation de cette formation en faveur des albinos en vue de leur faciliter leur intégration



dans la société, en leur permettant de se prendre en charge. Viviane Mulenda a, en outre, indiqué que Kinshasa constitue la première étape de ce projet dont la seconde étape est prévue pour la province du Kasai « *en vue de redonner le sourire à cette communauté* ».

Des solutions durables aux problèmes des albinos

Le directeur général adjoint de la société Vodacom, Paulin Ikwala, a noté que cette formation, en plus de tabler sur la fabrication des produits cosmétiques bio pour les peaux sensibles, va également s'articuler, à son terme, sur la création d'une application digitale qui réunira virtuellement toute la communauté des albinos. A l'en croire, le choix de cette formation a été guidé par le

plaidoyer d'un représentant de la communauté albinos à une soirée de gala de levée de fonds organisée à Kinshasa en faveur des vulnérables. Paulin Ikwala a indiqué que ce membre de la communauté albinos avait éclairé l'assemblée sur les problèmes majeurs que la personne vivant avec l'albinisme rencontre dont la fragilité de sa peau face aux rayons du soleil, qui entraîne souvent des maladies liées à la peau, la sensibilité accrue à la lumière, engendrant les problèmes de vision, la pauvreté, la précarité ainsi que la vulnérabilité découlant de la marginalisation dont elle est victime depuis son enfance. « *C'est pour des raisons que la Fondation Vodacom a pensé mettre en place un projet capable de trouver des solutions durables aux problèmes soulevés, en dé-*

Le défile de mode des albinos lors de cette activité Adiac développant un partenariat avec le Dr Régine Bitshoka, présidente de l'association Femmes mission solidaire, docteur en pharmacologie, qui a proposé des solutions naturelles et bio, pour la protection et la stabilisation de la peau de nos frères et sœurs », a-t-il expliqué.

Le soutien des autorités du pays

La conseillère du chef de l'Etat en matière des personnes vivant avec handicap et des vulnérables a rappelé que les albinos sont des personnes comme toutes les autres avec les mêmes capacités. Elle a salué cette initiative de la Fondation Vodacom. Expliquant la mission confiée à son ministère, la ministre des Affaires sociales, Rose Boyata Monkaju, a noté que l'albinisme a toujours

été considéré comme une source d'exclusion dans le pays. C'est pourquoi, a-t-elle indiqué, son ministère ne pouvait pas rester indifférent à cette initiative de Vodacom-RDC, à travers sa fondation, qui aura un impact social significatif. « *Non seulement, il sera question de former cinquante personnes albinos dans la fabrication des produits cosmétiques mais également de créer une chaîne de bénéficiaires car ces cinquante personnes seront, en réalité, des formateurs d'autres albinos. Au cours de la chaîne, cette belle initiative atteindra mille personnes ou toute la République* », a-t-elle souligné. A l'en croire, désormais, il faut compter avec la participation des albinos pour le développement du pays. Le président de la FMT, qui a pris la parole pour remercier les organisateurs de cette session de formation, a salué cette initiative en faveur des albinos. Il a également remercié le chef de l'Etat pour avoir créé un ministère spécifique s'occupant des personnes vivant avec handicap et les vulnérables. Le catcheur albinos a, enfin, rassuré tous les partenaires de sa disponibilité à continuer à travailler pour le bien-être de ses semblables et d'autres vulnérables.

Lucien Dianzenza

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



INTERVIEW

Roger Balindamwami Nfunebashiga : « L'AFDC reste la force du Congo »

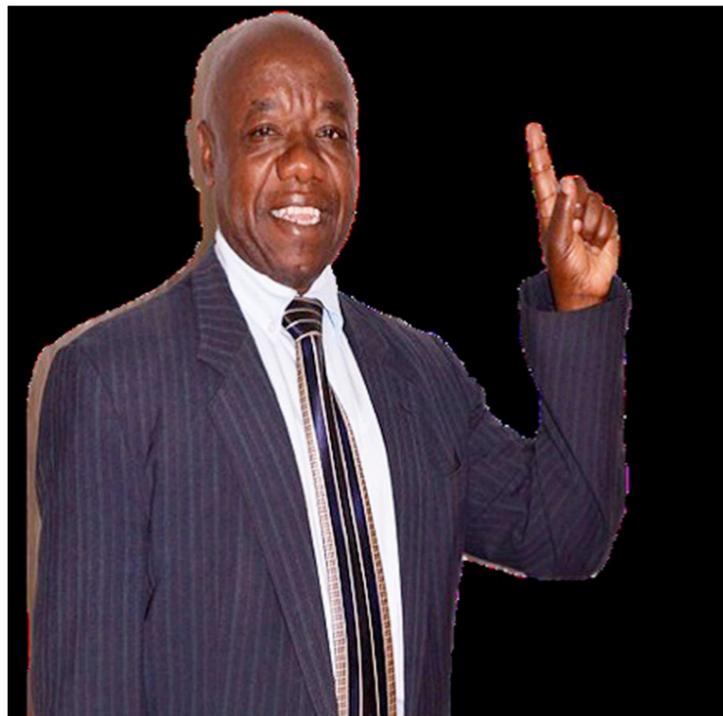
Dans cet entretien exclusif accordé le 25 février au Courrier de Kinshasa, cet ingénieur, chef des travaux et l'un des co-fondateurs de la plate-forme politique que pilote le sénateur Modeste Bahati Lukwebo, le temps, l'usure ni la dissension interne n'ont eu raison de ce regroupement, qui a fait des scores redoutables lors des dernières élections et qui se prépare à faire davantage pour mettre en application sa vision pour le Congo, en vue du bien-être des Congolais qui continuent à croire en lui.

Le Courrier de Kinshasa : En tant que cadre de l'Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC), quelle lecture faites-vous de la situation politique du pays ?
Roger Balindamwami :

On ne peut pas parler de la situation politique du pays sans faire allusion à la situation sociale de sa population. Or, les dernières élections ont démontré, tenant compte des résultats obtenus par mon parti politique avec ses alliés : députés, sénateurs et gouverneurs, que le peuple congolais fait confiance à ce dernier.

Ceci m'amène à confirmer que ce sont des millions de Congolais qui attendent que le président Tshisekedi Tshilombo puisse intégrer la vision de l'AFDC dans sa politique. Les Congolais membres et sympathisants de l'AFDC attendent de lui un vrai changement car il nous a dit : « Le peuple d'abord. »

LCK : Aujourd'hui votre plateforme politique semble être en léthargie, la dissension l'a-t-elle assommée ?



L'ingénieur Roger Balindamwami Nfunebashiga

RB : Non ! Les opportunistes dissidents étant déjà servis, il temps qu'il prouve de quoi ils sont capables par le travail qu'ils vont fournir. A l'AFDC, nous avons pour devise « Démocratie, Citoyenneté et Travail ». Or, vous conviendrez avec moi que jusque-là, nous ne sommes pas encore sortis de cette logique. En dix ans d'existence, avec le résultat obtenu aux élections passées, nous avons l'intention de dupliquer cette façon de travailler à l'ensemble du peuple congolais. Il faut aussi noter que ces opportunistes ont, pour la plupart, intégré le parti que quelque temps avant les élections. Cela signifie qu'ils n'ont jamais été parmi les initiateurs de ce dynamisme de l'AFDC, d'où la difficulté de donner la vraie image de l'AFDC. «

Calme eleki tout », dit-on. Nous sommes « la force du Congo », et le Président Fatshi ne peut pas se passer de cette dernière. Nous sommes donc sûrs qu'au prochain remaniement, puisque les opportunistes auront déjà montré leurs limites, nous allons maintenant servir le peuple congolais avec les autres plateformes comme il se doit.

LCK : Une certaine opinion disait que l'AFDC que conduit le Sénateur Bahati Lukwebo a approché le pouvoir. Quel est à ce jour le rapport entre votre plateforme et la coalition CACH-FCC ?

RB : Nous ne pouvons-nous rapprocher du pouvoir que pour l'intérêt majeur de la population. Or, les millions de Congolais qui

font confiance à l'AFDC et ses alliés, puisque travailleurs, ne croisent pas les bras car ils ne se retrouvent pas encore alors qu'ils ont soif du vrai changement. A l'AFDC et alliés, nous avons déjà intégré la devise « le peuple d'abord ». Ce qui explique aussi ce rapprochement avec beaucoup de détermination avec le pouvoir car « ensemble, la RD Congo est forte ».

LCK : Le régime actuel a entamé sa deuxième année et Fatshi promet que 2020 sera l'année de l'action. Selon vous, en quoi consistera cette action ?

RB : En 1960, le niveau de vie des RD Congolais était bien plus supérieur au niveau de vie de beaucoup de pays en Afrique et dans le monde. Aujourd'hui, nous sommes au bas de l'échelle. Une seule raison à cela : le manque de patriotisme. L'unique action qui renferme en elle toutes les autres actions est, à mon avis, je cite le président Fatshi, « le peuple d'abord ». On ne peut aimer son peuple et continuer à le voler, le massacrer, le priver de ses droits les plus élémentaires (eau, électricité, liberté d'opinion, d'expression ...), alors que notre Constitution est bien claire là-dessus.

Chacun en ce qui le concerne doit jouer son rôle. C'est seulement dans cette optique que nous allons mettre fin aux antivaleurs et, par conséquent, proposer par le biais de nos députés un budget à la hauteur du Grand Congo, en tenant compte de ses plus ou moins quatre-vingt-dix millions d'habitants. Ceci suppose un travail décent,

un salaire décent, un environnement assaini, un partenariat interne et externe responsable. Nous disons que l'enthousiasme et la détermination qu'ont les membres de l'AFDC-A, tel que moi-même et les autres, une fois aux affaires, peuvent booster le développement du pays.

LCK : Quel sera, selon vous, l'avenir de l'AFDC et du pays ?

RB : Le Héros national Patrice Emery Lumumba n'a-t-il pas dit dans sa dernière lettre adressée à sa femme : « A mes enfants que je laisse et que peut-être je ne reverrai plus, je veux qu'on dise que l'avenir du Congo est beau et qu'il attend d'eux, comme il attend de chaque Congolais, d'accomplir la tâche sacrée de la reconstruction de notre indépendance et de notre souveraineté, car sans dignité il n'y a pas de liberté, sans justice il n'y a pas de dignité et sans indépendance, il n'y a pas d'homme libre ? »

Pour ma part, l'organisation des élections passées de 2018, sans l'apport extérieur, est un début de la concrétisation de la citation susmentionnée de notre Héros national. Il est question maintenant que chaque Congolais puisse travailler sans relâche, chacun dans son domaine respectif, de façon à capitaliser ce qui a déjà été fait et à apporter des innovations pour le développement de la RD Congo. Seul le travail assure l'indépendance.

Lucien Dianzenza

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



OEACP

Le mandat du Dr P.I Gomes expire en fin février

Le mandat de cinq ans du secrétaire général de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), le Dr P.I Gomes, arrive à terme à la fin du mois de février. Il sera remplacé par Georges Rebelo Pinto Chikoti.

Le nouveau secrétaire général de l'OEACP, Georges Rebelo Pinto Chikoti, est ambassadeur d'Angola auprès de la Belgique et du Luxembourg et représentant permanent auprès de l'Union européenne (UE). Le changement de nom du Groupe ACP, qui devient «Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique», constitue un résultat majeur du Sommet ACP qui s'est tenu en décembre 2019 à Nairobi, au Kenya. Ce sommet a franchi une étape décisive vers «un groupe ACP transformé et engagé en faveur du multilatéralisme», a déclaré son secrétaire général sortant. C'est une grande satisfaction pour le Dr Patrick Ignatius Gomes et une grande réalisation à mettre à son actif.

A l'occasion, le conseil des ministres ACP avait aussi adopté une résolution liée aux Accords de partenariat économique (APE) qui sont toujours sujets à controverse, poussant de nombreux pays ACP à ne pas adhérer à ce cadre. Les ministres ont reconnu que cette situation provoque des frictions au niveau régional et menace de compromettre les processus d'intégration régionale, différents régimes commerciaux étant en vigueur dans les régions. Puis, les ministres ont étalé leur souci de faire en sorte que les APE «deviennent de véritables instruments au service du développe-

ment contribuant à la lutte contre la pauvreté, au développement durable, à l'intégration régionale et à la transformation industrielle à travers les chaînes de valeur et la création de valeur tout en permettant d'attirer des investissements, de créer des emplois et de stimuler les échanges en faveur de l'intégration des États ACP dans l'économie mondiale».

Le Conseil a invité l'UE à faire en sorte que le processus d'actualisation des directives de 2002 sur les négociations des APE avec les pays et régions ACP ne conduise pas à l'imposition de conditionnalités aux États ACP et à la perturbation des échanges. Par ailleurs, le conseil a invité les États ACP à saisir l'occasion de la révision des directives européennes pour veiller à ce que le mandat actualisé de l'UE sur les APE prévoie les moyens nécessaires pour répondre à leurs préoccupations. Les États ACP sont également exhortés à poursuivre le processus des APE de la façon la plus collective possible afin de favoriser une intégration régionale harmonieuse. Enfin, le Conseil a réitéré la nécessité de renforcer le comité ministériel commercial mixte ACP-UE pour en faire un mécanisme conjoint de suivi de la mise en œuvre des APE dans le cadre de l'accord post-Cotonou.

Noël Ndong

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le G5 Sahel à l'heure du bilan

Les chefs d'Etat du G5 Sahel aborderont, six ans après sa création, de nombreux points non réglés à l'occasion du 6e sommet ouvert le 25 février à Nouakchott en Mauritanie.

Les travaux de cette grand-messe se déroulent dans un contexte sécuritaire tendu. La capitale mauritanienne abrite également l'assemblée générale de l'Alliance Sahel, une coordination d'une partie des bailleurs de fonds du G5 Sahel. Une réunion suivie avec intérêt par les Etats membres. Selon un expert sahélien des questions de défense, le sommet de Nouakchott doit poser des actes forts pour freiner la montée du terrorisme dans le secteur des trois frontières, Mali-Niger-Burkina Faso.

Selon lui, il faut renforcer la logistique militaire de la force conjointe du G5 Sahel, au-delà des 46 véhicules blindés récemment donnés par l'Union européenne pour l'équipement des contingents militaires des États. Au cours des cinq derniers mois, les attaques terroristes ont fait des centaines de morts et engendré des centaines de milliers de déplacés parmi les populations des pays du secteur des trois frontières, Mali-Niger-Burkina Faso.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a déploré, il y a quelques jours, les déplacements massifs de populations qui ont fui leurs régions d'origine pour d'autres régions moins exposées aux violences jihadistes au Burkina. L'insécurité a également conduit des milliers de personnes à quitter leurs villages pour des endroits plus paisibles au Mali.

120 terroristes « neutralisés ». Vendredi, l'état-major des armées français a annoncé la « neutralisation » de 120 terroristes au cours d'une opération conjointe dans le Tillabéri, au sud-ouest du Niger.

Une comptabilité des morts pour l'heure invérifiable et qui ne correspond pas à la réalité complexe du terrain, selon Niagale Bagayoko, présidente de l'African Security Sector Network, un réseau de chercheurs travaillant sur la sécurité. Ces derniers mois, les pays du G5 ainsi que la force française Barkhane ont multiplié les communiqués pour faire part de victoires sur le terrain. « On est dans une bataille de communication. Par ailleurs, ces communiqués apparaissent de plus en plus décalés de certaines orientations clairement fixées au sommet de Pau (...) Ces victoires chiffrées me paraissent en grand décalage avec l'objectif de protection des populations civiles qui est mentionné dans le communiqué de Pau et qui devrait être mis au cœur de la stratégie retenue », a affirmé Niagale Bagayoko.

Au cours du 6e sommet du G5 Sahel, les présidents vont évaluer les progrès réalisés dans le cadre de l'opérationnalisation de la Force conjointe et l'adoption de la Stratégie de communication de l'institution, ainsi que les programmes et projets prioritaires dans les domaines de la sécurité et du développement de la région. Mise sur pied en 2017, la Force conjointe compte 5 000 soldats issus des forces armées des États membres et poursuit sa montée en gamme avec 21 opérations à son actif – dont des opérations civilo-militaires. Elle se déploie dans les zones frontalières d'un espace qui s'étend sur 3 300 kilomètres d'ouest en est et sur 1 600 kilomètres du nord au sud.

Josiane Mambou Loukoula

GRANDE-BRETAGNE

Fusion du DFID avec le Foreign & Commonwealth Office

Le ministère britannique du Développement international (DFID) a été discrètement fusionné avec le Foreign & Commonwealth Office (FCO) dans le cadre d'un remaniement gouvernemental.

«Il s'agit d'une déclaration d'intention claire sur le rôle que l'aide au développement doit jouer dans la politique étrangère», a déclaré un ancien haut fonctionnaire du DFID, sous-couvert d'anonymat. La communauté du développement a exprimé son opposition à toute fusion entre le DFID et le FCO, affirmant que cela aura un impact négatif sur l'aide britannique. Cette décision visait à encourager une gouvernance «conjointe» entre les deux départements, qui servirait mieux l'agenda gouvernemental britannique après le Brexit, selon certains experts. Pour Ian Mitchell, chercheur principal en politique, au Center for Global Development, « cela peut signifier des responsabilités ministérielles géographiques plus cohérentes... [permettant] des conseils politiques ou ministériels partagés ». Il rappelle que l'évolution vers des ministres communs DFID-FCO est en cours depuis le temps de Theresa May en 2017, pour plus de collaboration entre les départements internationaux dans le cadre de «Global Britain».

Le Premier ministre Boris Johnson vient juste de franchir «un autre pas dans cette direction». Mais pour l'ancien responsable du DFID, cette décision pourrait nuire à une approche conjointe. «Les grands défis seront de savoir comment chaque ministre reçoit les instructions de ses deux patrons et comment ils donnent leur avis en se basant sur les conseils de deux sources contradictoires peut-être : les fonctionnaires de chaque département», a-t-il déclaré. Avant de souligner : « Veiller à ce que seuls les avis convenus entre les groupes de fonctionnaires parviennent à un secrétaire d'État qui prendrait probablement plus de temps avec les négociations et les débats », a déclaré la source. Et ajoutant : « Les priorités temporelles différentes entre les deux départements pouvaient également interférer avec la mise en œuvre coordonnée des politiques... Le changement, en vertu duquel le DFID compte désormais sept ministres, tous partagés avec le FCO, laisse des questions sur la responsabilité, la coordination des politiques. »

N.Nd.

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 24 AU 29 FEVRIER

LUNDI 24 FEVRIER

10H30 ATELIER : « VERTEBRES FLOTTANTES » DE CAROLINA RAMIREZ ESCOBAR
JUSQU'AU 6 MARS

MARDI 25 FEVRIER

18H30 CINE SPECIAL, SEMAINE DU CINEMA AFRO-AMERICAIN : THE FIGHTING TEMPTATIONS

MERCREDI 26 FEVRIER

15H00 DEBAT D'IDEES : PROMOUVOIR LA CONSCIENCE COMMUNALE POUR DEVELOPPER LA CITOYENNETE URBAINE

18H30 CINE SPECIAL, SEMAINE DU CINEMA AFRO-AMERICAIN : BOYCHOIR

19H00 MERCREDI A LA CAFET' : SHADOW LAMENACE

JEUDI 27 FEVRIER

15H00 RENCONTRE LITTERAIRE : L'APPEL DU KILIMANDJARO

18H30 CINE SPECIAL, SEMAINE DU CINEMA AFRO-AMERICAIN : THE GOSPEL

VENDREDI 28 FEVRIER

18H30 CINE SPECIAL, SEMAINE DU CINEMA AFRO-AMERICAIN : JOYFUL NOISE

SAMEDI 29 FEVRIER

10H00 ANIMATIONS : LES RENDEZ-VOUS DE LA MEDIATHEQUE (SAMEDI DES PETITS LECTEURS, L'HEURE DU CONTE, RENCONTRE DU SCRABBLE)

15H00 CINE SPECIAL, SEMAINE DU CINEMA AFRO-AMERICAIN : SISTER ACT 1

18H30 CINE SPECIAL, SEMAINE DU CINEMA AFRO-AMERICAIN : SISTER ACT 2



SEMAINE DU CINEMA
AFRO-AMERICAIN
DU MARDI 25 AU SAMEDI 29 FEVRIER
SALLE SAVORGNAN

CORONAVIRUS

La contamination s'accélère à travers la planète

L'épidémie de pneumonie virale s'est accélérée lundi à travers le globe, avec des bilans en forte hausse de la Corée du Sud à l'Iran et une dégringolade des marchés financiers inquiets pour l'économie mondiale.

En Europe, l'Italie, qui compte désormais cinq morts, est devenue le premier pays du continent à mettre en place un cordon sanitaire autour d'une dizaine de villes du Nord.

Deux mois après l'apparition du nouveau coronavirus dans le centre de la Chine, cinq pays ont annoncé de premiers cas de contamination : Afghanistan, Bahreïn, Koweït, Irak et Oman qui suspend ses vols avec l'Iran. La Corée du Sud et l'Iran se retrouvent en première ligne, avec respectivement le plus grand nombre de cas de contamination et de décès en dehors de la Chine.

Hong Kong a décidé d'interdire à partir de mardi les arrivées de non-résidents en provenance de Corée du Sud et appelé les résidents hongkongais à s'abstenir de tout voyage non nécessaire. Moins d'une semaine après la détection du nouveau coronavirus, Téhéran a pour sa part annoncé quatre nouveaux décès, portant à 12 le nombre de victimes de l'épidémie en République islamique.

Avers 64 personnes contaminées en Iran, ce taux de mortalité d'un sur cinq semble beaucoup plus élevé que celui constaté jusqu'à présent en Chine (aux alentours de 3%).

Un député de Qom, ville où ont été annoncés les premiers cas de coronavirus, a accusé le gouvernement de «ne pas dire la vérité» sur l'ampleur de l'épidémie.

Selon une agence de presse iranienne, le député aurait évoqué le chiffre de «50 morts» pour la seule ville de Qom, un bilan «catégoriquement» démenti par un vice-ministre de la Santé lors d'une conférence de presse retransmise à la télévision, s'engageant à «la transparence».

Inquiets de la contagion en Iran, l'Arménie, la Turquie, la Jordanie, le Pakistan, l'Irak et l'Afghanistan ont fermé leur frontière ou restreint les échanges avec ce pays. Au moins 200 personnes ont été mises en quarantaine au Pakistan, à la frontière iranienne. Au total, plus d'une trentaine de pays sont désormais touchés, avec un bilan qui dépasse largement les 30 morts hors de Chine.

A elle seule, avec un record quotidien de 231 nouveaux cas de contamination en l'espace de 24 heures, la Corée du Sud dénombre désormais plus de 800 patients contaminés, dont sept mortellement, soit plus que le Japon où le paquebot Diamond Princess constituait jusqu'à présent le premier foyer de conta-

mination hors de Chine.

La Mongolie, qui a déjà fermé sa frontière avec la Chine mais a jusqu'à présent échappé au virus, a annoncé la suspension des liaisons aériennes avec la Corée du Sud.

Inquiétude pour la Corée du Nord

Entre Chine et Corée du Sud, la Corée du Nord n'a pour l'heure fait état d'aucune contamination, mais l'inquiétude monte à l'égard de ce pays dont le système de santé ne paraît pas en mesure de faire face à une éventuelle contagion. La Croix-Rouge a annoncé lundi avoir obtenu une exemption des sanctions de l'ONU pour y acheminer du matériel médical face à une éventuelle arrivée de l'épidémie.

En Chine même, où le coronavirus est apparu en décembre dans la métropole de Wuhan, l'épidémie a fait encore 150 morts selon le dernier bilan quotidien annoncé lundi matin.

Alors que les autorités se montraient ces derniers jours plus optimistes quant à l'évolution de la maladie, ce chiffre constitue une nette remontée par rapport au nombre de décès annoncé la veille (97). Au total, près de 2.600 personnes ont succom-

bé en Chine, sur 77.000 cas de contamination. Le nombre de nouveaux cas de contamination a en revanche reflué à 409 contre 648 annoncés dimanche.

L'OMS enfin à Wuhan

Signe de la gravité de la situation, le régime communiste a décidé de reporter la session annuelle du parlement, qui devait s'ouvrir le 5 mars -- une première en trois décennies.

A Wuhan, la mairie a renoncé aux mesures d'assouplissement sous conditions de la quarantaine qu'elle avait elle-même annoncées dans la matinée en faveur de ses non-résidents. La ville et sa province du Hubei sont coupées du monde depuis un mois. Conséquence de l'apparition du virus sur un marché de la ville, le parlement chinois a décidé lundi d'interdire «complètement» et immédiatement le commerce et la consommation d'animaux sauvages.

Pour la première fois depuis la découverte du virus, une équipe d'experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est rendue pendant le week-end dans la ville en quarantaine.

Les Bourses décrochent

En Italie, outre le cordon sanitaire établi autour de 11 villes

du nord, le célèbre Carnaval de Venise, qui devait se terminer mardi, a été annulé dès dimanche.

Un avion de la compagnie italienne Alitalia a été bloqué à son atterrissage à l'île Maurice. Les passagers ont été autorisés à débarquer, à l'exception d'une soixantaine de personnes originaires de Lombardie et Vénétie, les régions les plus touchées.

Face à la flambée de cas en Italie, passés de 6 à 219 en quatre jours, la Commission européenne ne souhaite cependant pas dans l'immédiat le rétablissement de contrôles aux frontières à l'intérieur de l'UE, une décision qui reste à l'initiative des Etats membres. L'accélération mondiale des contaminations a fait décrocher les marchés boursiers, particulièrement en Europe.

La directrice du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a averti que la crise «pourrait mettre en péril la reprise» mondiale, lors d'une réunion ministérielle du G20 en Arabie Saoudite. Le FMI a déjà abaissé de 0,4 point sa prévision de croissance pour la Chine en 2020, à 5,6%. La Chine étant la deuxième économie mondiale, ce repli devrait coûter 0,1 point de croissance au PIB planétaire.

© Agence France-Presse

SOUDAN DU SUD

L'ONU et l'UA saluent la formation d'un gouvernement d'union nationale

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Antonio Guterres, ainsi que le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, se sont félicités samedi de la mise en place d'un gouvernement de transition d'unité nationale.

« Antonio Guterres félicite les parties pour cette réalisation importante dans la mise en œuvre de l'accord revitalisé sur la résolution des conflits au Soudan du Sud. Il salue les efforts régionaux et internationaux qui ont contribué à ce résultat. Il appelle les membres du gouvernement de transition d'unité nationale à adhérer pleinement à la lettre et à l'esprit de l'accord, afin que le peuple du Soudan du Sud puisse enfin réaliser les avantages d'une paix et d'une stabilité durables qu'il mérite », a indiqué son porte-parole à New York.

« L'ONU est prête, en étroite coordination avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement et l'Union africaine, à aider les parties à mettre en œuvre l'Accord », indique le communiqué.

En effet, le président du Soudan du Sud, Salva Kiir, et le chef

de l'opposition, Riek Machar, sont convenus de former un gouvernement d'union nationale, pour tenter de mettre fin à six années de guerre dans leur pays. Machar, qui a déjà été vice-président par deux fois entre 2011 et 2013, puis brièvement en 2016, a prêté serment le 15 février.

Quatre autres vice-présidents et d'autres groupes de l'opposition feront partie du gouvernement d'union nationale composé de trente-cinq ministres. Les deux précédentes échéances pour former un gouvernement d'union n'avaient pas été respectées, des désaccords persistant sur la création d'une armée nationale unifiée, le nombre d'États régionaux et les garanties portant sur la sé-

curité de Machar.

La récente proposition de Salva Kiir de revenir à un système fédéral de dix États, au lieu de trente-deux, plus trois « zones administratives », a contribué à débloquer la situation. Riek Machar a d'abord rejeté cette concession du président, en contestant le statut proposé de Ruweng, une région essentielle pour la production de pétrole, mais sans que cela empêche l'accord sur le gouvernement.

Depuis Addis-Abeba, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, pour sa part, a félicité le peuple et le gouvernement du Soudan du Sud pour « la formation réussie du gouvernement revitalisé d'union nationale de transition ».

Il a, en outre, déclaré que Machar et Kiir avaient fait preuve « de maturité politique en faisant les sacrifices et les compromis nécessaires ».

L'accord a également été salué par des groupes de défense des droits humains, l'Union européenne et le chef de l'ONU pour les réfugiés, qui ont souligné « le long et difficile chemin qui reste encore à parcourir ».

Le président de la Commission de l'UA a félicité les signataires du R-ARCSS d'avoir franchi une étape importante vers la construction d'un pays pacifique, stable, uni et prospère. En outre, il a souligné l'importance du R-ARCSS pour « s'attaquer aux causes profondes

du conflit ainsi que pour préparer le terrain pour la paix, la sécurité, la stabilité et le développement dans le pays ».

La formation du gouvernement d'union nationale n'est qu'une première étape vers des processus de réformes plus difficiles, qui nécessiteront une direction ferme, collégiale et transparente en vue de répondre aux attentes légitimes de paix des populations du Soudan du Sud, sombré dans la guerre civile fin 2013. Le conflit a finalement engendré l'une des crises de réfugiés à la croissance la plus rapide au monde. L'ONU estime qu'environ quatre millions de Sud-Soudanais ont été déplacés à l'intérieur et à l'extérieur du territoire national.

Un accord de paix signé en août 2015 s'est effondré suite à la reprise des violences dans la capitale Juba en juillet 2016.

Yvette Reine Nzaba

« L'ONU est prête, en étroite coordination avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement et l'Union africaine, à aider les parties à mettre en œuvre l'Accord »

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE



GrowCongo!

INVEST IN AGRICULTURE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Gouvernement congolais organise le 25 Février 2020 à Amsterdam, aux Pays-Bas, le Forum « GrowCongo : Investir dans l'Agriculture ! ». Placé sous le patronage du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Monsieur Clément MOUAMBA, ce Forum vise à promouvoir les investissements dans les secteurs public et privé afin de réaliser l'ambition de transformer l'Agriculture congolaise.

En partenariat avec le Gouvernement néerlandais et grâce aux soutiens de la Banque Mondiale et du FIDA, « GrowCongo ! » est mis en place pour offrir un cadre multi-acteurs, participatif et incitatif, favorisant des partenariats multiformes entre, d'une part, le public et le privé et, d'autre part, le secteur privé national et celui étranger.

Le Forum d'Amsterdam a, entre autres objets, l'ambition de susciter les prises de participation des fonds d'investissements spécialisés dans les projets agropastoraux et halieutiques en République du Congo.

Pour assurer le succès de ce grand événement en perspective, *Netherlands African Business Council* a été retenu pour assister le Gouvernement congolais dans son organisation.

Près de 700 participants sont attendus au Forum « GrowCongo ! », parmi lesquels : les membres du Gouvernement retenus pour animer les panels, l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements, la Banque Mondiale, le FIDA, la FAO, le PAM, la BAD, la BDEAC, la BADA EA, la Banque Européenne d'Investissement, la BSCA, et autres Partenaires Techniques et Financiers, la RABOBANK, les ONG, les Chambres de Commerce de Brazzaville et de Pointe-Noire, les porteurs de projets et les opérateurs économiques des chaînes de valeur dans les secteurs agropastoraux et halieutiques.

LE FORUM EN QUESTION



« GrowCongo ! » a été pensé comme un instrument pour faire connaître, au niveau international, les opportunités à saisir dans le secteur agricole congolais ; et ce, à tous les maillons des chaînes de valeur à développer dans toutes les filières dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture. Les opportunités sont légion : de la production à la commercialisation, en passant par le transport, le stockage, la transformation, le conditionnement et la distribution des produits issus de l'Agriculture.

Ces opportunités se matérialisent, tant grâce aux innombrables atouts du pays qui lui confèrent un potentiel certain et unanimement reconnu, que par la taille du marché à conquérir et qui rend possible le développement des activités commerciales relatives à la production agricole et à l'acheminement des produits vers les lieux de consommation.

Dans le cadre de « GrowCongo ! », le Gouvernement entend communiquer sur l'attractivité de la nouvelle Politique Agropastorale et Halieutique qui est soutenue, non seulement par les nombreuses incitations à l'investissement agricole prévues dans la Charte des Investissements, mais aussi par le Programme National de Développement (PND) 2018-2022 qui identifie le secteur agricole comme un levier pour l'industrialisation du pays et le consacre comme moteur principal de la croissance et de la diversification économique.

Les besoins en financement des projets de l'Agriculture initiés dans le cadre du « PND volet agricole » sont de l'ordre de 2 milliards de dollars américains. C'est pourquoi « GrowCongo ! », en plus de promouvoir les atouts du pays auprès des investisseurs étrangers, va consolider le plaidoyer pour le financement de l'Agriculture et des activités relatives au développement des chaînes de valeur auprès des institutions financières et autres bailleurs de fonds, des Partenaires Techniques d'appui et d'aide au développement.

La facilitation des rencontres entre les cibles susmentionnées du forum et le secteur privé national, pourra permettre de favoriser la levée de fonds pour des projets bancables, de développer des « joint-ventures » et d'autres types de partenariats. Le forum d'Amsterdam va capitaliser sur les expériences des « champions » du modèle économique congolais et mettre en avant les projets bancables identifiés par le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche.

Ledit ministère compte, en témoignant des mesures prises par le Gouvernement pour assainir la gouvernance financière et des actions menées en vue de l'amélioration du climat des affaires, susciter l'adhésion des investisseurs privés, des organismes de financement, des partenaires financiers nationaux et étrangers.

Le choix de la ville d'Amsterdam pour abriter ce premier forum « GrowCongo ! » a été motivé par le rayonnement agricole des Pays-Bas qui, malgré l'étroitesse de son territoire, se positionne comme l'un des principaux exportateurs de produits agricoles. C'est donc une réelle source d'inspiration pour le Gouvernement congolais qui s'est penché également sur l'expérience et l'expertise de la banque néerlandaise « Rabobank », spécialisée dans le crédit agricole. De plus, la volonté du ministère congolais en charge de l'agriculture d'attirer pour l'événement les investisseurs en provenance du monde entier habituellement frileux à opérer en dehors de leur zone de confort, a orienté ce choix décisif d'une ville réputée attrayante et dynamique au cœur d'une Europe cosmopolite.

MARINA BAFOUNDISSA NKOUELOLO



AFRIQUE DU SUD

Des femmes porteuses du VIH stérilisées de force

La commission pour l'égalité des sexes (CGE) en Afrique du Sud a confirmé, dans un rapport publié le 24 février, que des femmes porteuses du VIH ont été stérilisées de force dans certains hôpitaux publics à cause de leur statut.

Suite à une plainte déposée par des organisations des droits de la femme en 2015, la commission a enquêté autour d'une cinquantaine de cas. A l'époque, des cas similaires avaient aussi éclaté en Namibie où la justice avait ordonné le dédommagement de trois femmes, mais en Afrique du Sud, la question est restée largement taboue.

« Tous les cas documentés concernent des femmes noires enceintes au moment des faits et majoritairement porteuses du VIH », a déclaré la cheffe du CGE, Keketso Maema, citée dans ce rapport.

« Alors qu'elles étaient sur le point

d'accoucher par césarienne, elles ont été contraintes ou forcées de signer des formulaires dont elles ont appris par la suite qu'il s'agissait de formulaires de consentement permettant par divers moyens à l'hôpital de les stériliser », selon les termes du document.

Des enquêteurs ont découvert que selon les cas, quelques-unes ont été menacées de ne pas recevoir de soins médicaux en cas de refus ; d'autres n'avaient pas conscience de ce à quoi elles s'engageaient en signant.

Certaines des plaignantes, selon ce rapport, ont déclaré avoir reçu ces formulaires alors qu'elles vivaient des

moments de « douleur extrême » au cours desquels elles ne pouvaient pleinement comprendre le contenu de ces formulaires et ce qu'elles étaient en train de signer.

La commission reconnaît désormais que ces traitements constituent de graves discriminations et violations des droits humains. En outre, elle accuse le personnel hospitalier d'avoir failli à leur « obligation de soins », avant d'indiquer que beaucoup de ces femmes souffrent aujourd'hui de dépression et certaines ont été abandonnées par leur partenaire, faute de pouvoir avoir d'autres enfants.

Ces décisions, prises par le person-

nel de santé, se concentrent dans les hôpitaux des régions autour de Johannesburg et Durban.

La commission recommande qu'un changement soit effectué dans la loi pour que tout acte de stérilisation soit désormais pleinement consenti. Ce rapport a été communiqué au ministère sud-africain de la Santé, qui n'a pas souhaité s'exprimer dans l'immédiat.

Le nombre total de personnes vivant avec le VIH en Afrique du Sud est passé d'environ 4,64 millions en 2002 à 7,97 millions en 2019, selon des statistiques gouvernementales.

Josiane Mambou Loukoul

VAS-Y FRENKIE C'EST BON !



REAL MADRID / FC BARCELONE

DIMANCHE 1^{ER} MARS A 20H00 SUR CANAL+^{HD}

SPORT 1

LES BOUQUETS
CANAL+

CANAL+ AFRIQUE



COMMUNIQUE DU PROJET DURQUAP

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de réinstallation (PAR) relatif à la reconstruction du marché S oukissa de l'arrondissement 5 Ouenzé, il est demandé à toute personne ayant été recensée comme personne affectée par le projet (PAP), de se présenter au siège du DURQuaP pour percevoir leur compensation.

Ces personnes doivent remplir les conditions ci-après :

- 1- Avoir son nom sur la liste ;
- 2- Justifier son identité par une Carte Nationale d'Identité, un Passeport ou un Permis de conduire CEMAC ;
- 3- En cas de non possession desdites pièces l'identité sera justifiée par un acte de naissance associé au témoignage de 2 personnes, elles même, possédant leur(s) nom(s) sur la liste, plus une photo d'identité ;
- 4- Au cas où l'ayant droit serait décédé, le procès-verbal du conseil de famille, désignant le nouvel ayant droit, devrait être apporté en plus de la preuve du décès de la personne recensée.

Les paiements s'effectueront du jeudi 27 au samedi 29 février 2020 de 9h à 17h.

Fait à Brazzaville, le 25 février 2020

Pour la commission,

DAN HORPHET IBIASSI

Rapporteur de la sous-commission Communication-sensibilisation

VIE DES PARTIS

Le bureau politique du PCT prépare la session du Comité central

La rencontre, dont les travaux ont été lancés le 25 février au Palais des congrès à Brazzaville, par le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Moussa, prépare la session inaugurale du comité central issu du cinquième congrès ordinaire.

Outre les préparatifs de la session inaugurale du comité central, prévue les 29 février et 1er mars, la réunion du bureau politique du PCT examinera également le budget du parti exercice 2020, ainsi que le programme d'activités. Chargé de l'orientation et du contrôle de l'activité du secrétariat permanent, le bureau politique, composé de 75 membres, est l'organe supérieur de direction du parti dans l'intervalle des sessions du comité central.

Le secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, a rappelé que ces assises se tenaient dans un contexte politique de préparation de l'élection présidentielle de 2021, et dans une conjoncture économique et financière encore préoccupante. « En



tant que parti ayant en responsabilité la gestion du pays, ces éléments du contexte nous interpellent fortement », a-t-il déclaré.

Revenant sur les orientations du président du comité cen-

tral du PCT, Denis Sassou N'Gusso, concernant les défis à relever, il a indiqué que cette formation politique devrait être le centre de référence de la réflexion pour des solutions alternatives durables aux prio-

rités de développement du pays.

« Le PCT doit également demeurer ce puissant levier de mobilisation pour des victoires politiques certaines. La mise en œuvre de ces options

incombe au bureau politique... Dans cette optique, la présente réunion inaugurale prépare les outils et les matériaux nécessaires à la bonne exécution du chantier de mise en œuvre des options levées par le dernier congrès », a poursuivi Pierre Moussa.

C'est ainsi qu'il a invité les membres du bureau politique à un regard responsable des dossiers soumis à leur approbation afin de permettre au comité central, qui décidera en dernier ressort, de se doter des moyens d'actions efficaces.

Le secrétaire général du PCT a, par ailleurs, insisté sur la discipline qui doit régner au sein du bureau politique tout au long du présent mandat.

Parfait Wilfried Douniama

ÉLECTRICITÉ

La société SCCET réclame le respect de la loi sur la libéralisation du secteur

Le coordonnateur de la Société congolaise de coopération économique et technologique (SCCET), Jean Marie Iwandza, a fustigé la « mauvaise interprétation » par le ministère de l'Énergie et de l'hydraulique des dispositions légales, empêchant l'investissement privé.

La réaction du coordonnateur de la SCCET intervient après le refus de la tutelle d'autoriser d'office à l'entreprise Yunnan Linkun investment d'investir dans la production et le transport de l'électricité au Congo. Cet investissement est prévu, selon Jean Marie Iwandza, dans un protocole d'accord signé en 2017 par le gouvernement congolais et l'entreprise chinoise.

En effet, le protocole d'accord concède à l'État 49% de part de marché du secteur de l'électricité et 51% de part à l'entreprise chinoise Yunnan Linkun investment. Pour réaliser ses projets, le gouvernement a décidé de créer la société mixte SCCET au cours de la même année 2017. De son côté, la société Yunnan Linkun investment a financé et réalisé des études nécessaires pour la production, le transport et la distribution de l'électricité. Dans une lettre adressée à la tutelle, dont la rédaction des Dépêches de Brazzaville a obtenu une copie, le coordonnateur Jean Marie Iwandza conteste la démarche du ministère de l'Énergie et de l'hydraulique de lancer un nouvel appel d'offres en violation du code de l'électricité de 2003 et d'un protocole d'accord dûment signé.

« Je constate que les décisions prises par le ministère de ne pas accorder les titres de délégation de production et de transport d'électricité ne concourent pas au développement électrique de notre pays. Et pourtant ce secteur est caractérisé par une précarité totale se traduisant par des coupures et délestages incessants », a-t-il déploré dans la lettre datée du 7 février.

À travers cette convention, la société Yunnan Linkun investment devrait assurer le transport de l'électricité entre Pointe-Noire et Brazzaville, ainsi que dans trente chefs-lieux des districts du pays. Ladite société s'est également engagée à investir environ 4,5 milliards de dollars pour la construction d'une centrale à gaz à cycle combiné de 1138MW à Loango ; d'une ligne de transport d'électricité de haute capacité de 500 KV entre Pointe-Noire et Brazzaville ; la réhabilitation et le renforcement des réseaux de distribution d'électricité dans les deux villes ; le financement des travaux d'achèvement de la centrale de Djoué et les projets d'électrification rurale. « Il est également écrit dans les dossiers que ces projets seront financés et remboursés par SCCET sans endettement du Congo et que les projets seront réalisés sans augmentation des tarifs d'électricité (...) L'investissement actuel réalisé par la société SCCET pour les études, la signature des contrats et la gestion du suivi des projets de partenariat est évalué à environ 9,5 millions de dollars », a fait savoir son coordonnateur.

Par cette note d'alerte, le coordonnateur de la SCCET et ancien directeur général de l'énergie espère ainsi convaincre les autorités de tutelle à respecter le protocole d'accord suscité et à booster les investissements privés en faveur du secteur de l'électricité au Congo.

Fiacre Kombo

AGRICULTURE

Un cluster agricole à Madibou au profit de la filière fruits et légumes

Mis en place le 24 février à Madibou, dans le 8^e arrondissement, lors d'une assemblée constitutive, le cluster dénommé « Sala Ngolo » vise à améliorer la production, la qualité des produits ainsi que leur distribution chez les opérateurs de la filière qui rencontrent d'énormes difficultés.



Construire la confiance entre les acteurs d'une chaîne de valeur, c'est l'une des raisons principales de l'initiative qui crée une convergence entre les différents acteurs du secteur fruits et légumes. Une manière pour les cultivateurs, auxquels se joignent les entreprises transformatrices et d'autres partenaires, de briser les handicaps qui freinent le développement de la filière.

Le cluster Sala Ngolo, dont la mise en place a été rehaussée de la présence d'Euphrème Ipemba, directeur départemental de l'agriculture, est parti du constat de l'entreprise Bayo, une laiterie qui a diversifié ses produits en se lançant depuis quelques années dans la fabrication de l'eau minérale et le jus de fruit.

La société avait, en effet, du mal à assurer son homogénéité partant, notamment, de la disponibilité des produits de base de qualité. « Elle (la société) a imaginé comment améliorer la production, le système de collecte de produits. Voilà pourquoi les premiers acteurs sur ce maillon, ce sont

les pépiniéristes de fruits et les producteurs », a commenté Nelly Françoise Komte, experte en fruits et légumes au Projet de renforcement de capacités entrepreneuriales et commerciales (PRCCE II). Le cluster devrait donc permettre à la société Bayo d'assurer une meilleure transformation des fruits en jus de bonne qualité. Un exemple concret, a salué l'assemblée, de ce que la chaîne de valeur ainsi mise en place pourrait être une issue à la résolution des obstacles au partenariat entre la production et la transformation, et soutenir l'approvisionnement local des industries.

Si le cluster Sala Ngolo encourage désormais les cultivateurs de fruits et légumes de Madibou à booster leur production, comme s'est réjoui Elisabeth Malanda, chef de secteur agricole de l'arrondissement, l'initiative leur permet une meilleure acquisition d'intrants et un meilleur soutien aux bonnes pratiques, en facilitant l'accès aux ressources scientifiques et technologiques.

Le but à terme est que la chaîne de

Des participants à l'assemblée constitutive valeur fruits et légumes puisse générer des produits made in Congo, transformés localement et disponibles.

Le cluster de Madibou est soutenu par le PRCCE II, projet cofinancé à hauteur de huit milliards FCFA par le Congo et l'Union européenne, sous le onzième Fonds européen de développement. Le projet qui a démarré ses activités en janvier 2017, vise à contribuer au développement de l'économie et à la création des emplois pour promouvoir un développement socioéconomique harmonieux. Il soutient les entreprises locales à être plus compétitives et, à terme, avoir la possibilité d'écouler sur le marché les produits faits au pays. Les cultivateurs et partenaires ainsi que ceux élus à la tête de l'organe de gestion « espèrent travailler en synergie pour atteindre des résultats escomptés grâce aux moyens qui seront mis en place », a souligné Joséphine Nanitélmio, déléguée à la présidence du comité de gestion du nouveau cluster agricole.

Quentin Loubou

LIVRES

La bibliothèque de la Maison de la société civile s'ouvre au grand public

Située à l'OCH-Moungali, dans le quatrième arrondissement de Brazzaville, cette bibliothèque de la maison de la Société civile a été ouverte au public, le 24 février, par le ministre de la Culture et des Arts, Dieudonné Moyongo.

La bibliothèque de la Maison de la société civile regorge, dès son inauguration, d'une documentation de plus de trois mille livres pour une projection de dix mille ouvrages. La consultation est gratuite.

La cérémonie a débuté par la brillante prestation des élèves de l'école Joseph Perfection. Ils ont lu, entre autres, les extraits des ouvrages des écrivains Henri Djombo, et Aimé Césaire, « La tragédie du roi Christophe ». Ces élèves ont reçu un présent du ministre de la Culture et des Arts.

L'un des élèves a remercié le ministre et les organisateurs de cette cérémonie par un message qu'il a lu intégralement en anglais, question de montrer la qualité de l'enseignement donné au sein de cet établissement. « *Merci d'ouvrir cette bibliothèque qui est très importante pour nous, élèves de Brazzaville, pour préparer nos devoirs et nos examens* », a déclaré l'élève en français.

La présidente de l'association Abi Hanifa Nouaman, Tantaoui Khadija, de nationalité marocaine, a dans son adresse, fait savoir que durant toute sa jeunesse, elle ne savait pas parler un seul mot en français. « *J'ai passé 30 ans dans ma vie en tant que Pr de la langue française, mais bien avant, je ne savais pas parler un seul mot français. C'est grâce à une dame que je respecte beau-*



coup qui m'avait remis un livre de français, que plus tard, je suis devenue Pr de français. »

S'adressant aux élèves de l'école Joseph Perfection qu'elle a félicités pour leur brillante prestation, elle a dit : « *Ne voyez pas ma couleur, je suis africaine, une vraie africaine et je suis fière de l'être. A vous mes enfants, vous êtes meilleurs, vraiment meilleurs. C'est un professeur qui parle. A entendre votre intonation, comment est-ce que vous parlez, comment est-ce que vous présentez, nous aurons des gens comme*

Dieudonné Moyongo, entouré de Céphas Germain Ewangui et Tantaoui Khadija (crédit photo/DR) vous qui vont diriger notre continent. », avant de remettre un don symbolique de livres au ministre, ainsi qu'aux élèves.

Pour l'histoire, Tantaoui Khadija, a contribué à la mise en place de cette bibliothèque en remettant en date du 25 janvier à Casablanca (Maroc), un livre encyclopédique au secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des organisations non gouvernementales, Céphas Germain Ewangui.

Après la coupure du ruban symbolique, Dieudonné Moyongo,

Ceci augmente l'offre en matière de structures documentaires dans la ville de Brazzaville. Et le ministère de la Culture et des Arts a l'obligation d'assister les ONG, les associations qui créent des structures documentaires », a-t-il indiqué.

Le ministre de la Culture et des Arts a, cependant, battu en brèche, l'idée selon laquelle la montée fulgurante des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), réduit la fréquentation des bibliothèques. C'est un faux débat, a-t-il dit, parce que les écrivains vont toujours écrire, les maisons d'édition vont toujours exister, le livre physique ne disparaîtra jamais. Car le livre, est un moyen de communication qui reste d'actualité, donc important.

Tout en louant l'initiative de la société civile, il a encouragé les jeunes à venir si nombreux s'instruire à cette bibliothèque.

Avec pour devise « S'unir, s'organiser pour relever les défis », la Maison de la Société civile a été inaugurée, le 18 octobre 2019 par le préfet du département de la ville de Brazzaville, Pierre Cébert Iboko Onanga. Sur le front mural, on peut lire Thomas Sankara, lorsqu'il dit : « *La maladie ne se guérit point en prononçant le nom du médicament, mais en prenant le médicament.* »

Bruno Okokana

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION
DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE L'INTEGRATION
DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BRAZZAVILLE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité* Travail* Progrès

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville recrute les médecins spécialistes neurologues pour quatre (04) postes.

POUR POSTULER

Tous les candidats doivent présenter **OBLIGATOIREMENT** les pièces suivantes :

- Un certificat de nationalité ;
- Un Casier judiciaire ;
- Lettre de motivation ;
- Des copies certifiées des diplômes ; (annexer le diplôme original lors du dépôt) ;
- Un curriculum vitae ;
- Pièces d'identité valide ;
- Deux photos d'identité.

AUTRES EXIGENCES:

- En cas où l'inscription à l'ordre des médecins est en cours, le candidat devra soumettre le reçu de paiement de son inscription ;
- Le candidat ne doit pas être fonctionnaire de l'Etat Congolais ;
- Le candidat doit se présenter personnellement pour le dépôt de son dossier ;
- Le dépôt des pièces doit se faire dans une enveloppe A4.

DEPOT DES CANDIDATURES

De lundi 09 au lundi 16 mars 2020 de 8 h à 14 h au **BUREAU DU RECRUTEMENT** situé entre le Service de la Restauration et le Restaurant le FOYER. Les candidatures déposées après 14 h le 16 mars 2020 **NE SERONT PAS CONSIDERES.**

La description de tous les postes sont disponibles sur les tableaux d'affichage à l'entrée de la Direction Générale.

Fait à Brazzaville, le 24 FEV 2020
Le Directeur Général,
Sylvain VILLIARD

ADJONCTION DE NOM

M. Biyambika Noël Octave, de nationalité congolaise, marié, père de famille et fonctionnaire, domicilié au n°50, avenue Matsoua, arrondissement 2 Baongo Brazzaville, sollicite par la présente adjonction de nom, et ordonne la rectification de l'Acte de naissance, en précisant qu'il se nommera désormais M. Dzellat Biyambika Noël Octave. Par conséquent, toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer à cette adjonction de nom dans un délai de 3 mois.

DJOSON PHILOSOPHE
The winner, o vencedor, el caliente

Apartir de **18H** & **SUPER NKOLO MBOKA**

EN CONCERT

Paf **2.000FCFA** + Conso

SAMEDI 29 FEVRIER
AU VENDOME VILLAGE
ADRESSE: 2080 RUE MADZIA, PLATEAU BATIGNOLE
Derrière l'Hotel de l'Aéroport

Info et réservation **05 631 88 88**

CHAN CAMEROUN 2020

Le très attendu Congo-RDC au menu de la première journée

Le match d'ouverture de la 6e édition du Championnat d'Afrique des nations opposera, le 4 avril au stade Ahmadou-Ahidjo à Yaoundé, le Cameroun au Zimbabwe. Cependant, les Diables rouges débiteront la compétition le 5 avril à 20 heures face aux Léopards de la République démocratique du Congo au stade de Japoma, à Douala.

C'est dans ce stade que le Congo disputera toutes ses rencontres du groupe. Le Congo et la RDC vont s'affronter pour la première fois dans une phase finale du Chan. Et pourtant ce sont des sélections qui se connaissent très bien puisqu'elles ont souvent l'avantage de disputer l'une des places qualificatives.

En rappel, lors des éliminatoires du Chan 2018, le Congo avait éliminé la RDC alors tenante du titre (0-0 à Brazzaville puis 1-1 à Kinshasa). Pendant les qualifications du Chan 2014, les Diables rouges avaient obligé les Léopards à passer par les barages. Battus à Kinshasa 1-2, les Diables rouges prenaient leur revanche à Dolisie 1-0. Lors des éliminatoires du premier Chan, les Léopards avaient écarté les Diables rouges (3-0 à Kinshasa puis 1-2 à Pointe-Noire).

Après la RDC, le Congo enchaînera le 9 avril à 20 heures par la réception du Niger. Le Mena du Niger paraît comme un inconnu pour les Diables rouges dans la mesure où c'est pour la première fois que les deux sélections vont se croiser. Le hasard du calendrier a voulu que les Diables rouges disputent leur dernier match du groupe le 13 avril contre les Chevaliers de la Méditerranée de la Libye. Ce match rappelle le premier Chan disputé par les Diables rouges en 2014 sans oublier le dernier en 2018.

En Afrique du sud, le Congo devrait gagner pour se qualifier en quart de finale. Le match commençait parfaitement bien pour eux car ils menaient au score 2-0 mais dans les ultimes minutes de la rencontre, ils avaient concédé un nul de 2-2. Au Maroc, les Diables rouges ont été éliminés en quart de finale par la même équipe 5-3 aux tirs au but après un score d'un but partout au temps réglementaire. Le onze national aura-t-il les moyens de briser cette malédiction ? Seule la réalité du terrain nous le dira. Signalons que les deux premiers de chaque groupe seront qualifiés pour les quarts de finale qui se joueront les 17 et 18 avril.

Composition des groupes

A : Cameroun, Zimbabwe, Mali et Burkina Faso

B : Libye, Niger, RDC et Congo

C : Maroc, Togo, Rwanda et Ouganda

D : Zambie, Tanzanie, Guinée et Namibie

Le programme complet des rencontres**Première journée**

Groupe A : le 4 avril à 17 h au stade Amadou-Ahidjo : Cameroun-Zimbabwe puis à 20 heures : Mali-Burkina Faso

Groupe B : le 5 avril à 17 h au stade de Japoma à Douala : Libye-Niger puis à 20h

: RDC-Congo

Groupe C : le 6 avril à 17 h au stade de la Réunification à Douala : Maroc-Togo puis à 20h : Rwanda-Ouganda

Groupe D : le 7 avril à 17h au stade de Limbe/Buea : Zambie-Tanzanie puis à 20h : Guinée-Namibie

Deuxième journée

Groupe A : le 8 avril à 17 h au stade Amadou-Ahidjo : Cameroun-Mali puis à 20 heures : Burkina Faso-Zimbabwe

Groupe B : le 9 avril à 17 h au stade de Japoma à Douala : Libye-RDC puis à 20h : Congo-Niger

Groupe C : le 10 avril à 17 h au stade de la Réunification à Douala : Maroc-Rwanda puis à 20h : Ouganda-Togo

Groupe D : le 11 avril à 17h au stade de Limbe/Buea : Zambie-Guinée puis à 20h : Namibie-Tanzanie

Troisième journée

Les matches se joueront à la même heure dans de différents stades.

Groupe A : le 12 avril à 20 h au stade Amadou-Ahidjo : Burkina Faso- Cameroun ; au stade de Japoma à Douala: Zimbabwe-Mali

Groupe B : le 13 avril à 20 h au stade de Japoma à Douala : Congo-Libye ; au stade Amadou-Ahidjo à Yaoundé : Niger-RDC

Groupe C : le 14 avril à 20 h au stade de la

Réunification à Douala : Ouganda-Maroc ; au stade de Limbe/Buea : Togo-Rwanda

Groupe D : le 15 avril à 20h au stade de Limbe/Buea : Namibie- Zambie-Guinée ; au stade de la Réunification à Douala : Tanzanie-Guinée

Quarts de finale

Le 17 avril à 17 h au stade Amadou-Ahidjo à Yaoundé : premier du groupe A contre deuxième du groupe B (Vainqueur 25). A 20h au stade de Japoma à Douala : premier du groupe B contre deuxième du groupe A (Vainqueur 26).

Le 18 avril à 17 h au stade de Limbe/Buea : premier du groupe C contre deuxième du groupe D (Vainqueur 27). A 20 h au stade de la Réunification à Douala : premier du groupe D contre deuxième du groupe C (Vainqueur 28)

Demi-finale

Le 21 avril à 20 h au stade de Japoma à Douala : vainqueur 25 contre vainqueur 28. Le 22 avril à 20 h au stade de Limbe/Buea : vainqueur 27 contre vainqueur 26

Le 24 avril à 20h au stade de la Réunification à Douala : match de classement entre les deux perdants des demi-finales puis le 25 avril à 20 h au stade Amadou-Ahidjo à Yaoundé : finale entre les deux gagnants des demi-finales.

James Golden Eloué



IATA
HARIOM TRAVELS
Agence de VOYAGES et de TOURISME

- Vente de Billets d'avion
- Assistance voyage
- Visas
- Reservation Hôtels
- Location de voitures

SÉJOUR TOURISTIQUE À **DUBAI**

POINTE NOIRE: Tél.: +242 05 555 55 79 - 04 485 09 09
E-mail: salespnr@hariomtravels.net
BRAZZAVILLE : Tél.: +242 05 302 67 86 - 04 431 03 50
E-mail: salesbzbv@hariomtravels.net
www.hariomtravels.net



BUROTEC
Un fournisseur unique pour votre bureau

hp
lenovo
ASUS APC acer
Canon
DELL

Agence Pointe-Noire
98, Bld Charles de Gaulle - B.P. 828
Pointe-Noire - République du Congo
Tél. : 05 537 14 46 / 05 537 14 47 / 22 294 08 04
contact@burotec.biz / sales@burotec.biz

Agence Brazzaville
Rond point de la gare, immeuble Airtel, Centre-Ville
Brazzaville - République du Congo
Tél. : 05 537 14 71 / 05 537 14 75
contactbzbv@burotec.biz / salesbzbv@burotec.biz

www.burotec.biz

AUDIOVISUEL

Des réflexions pour lutter contre le piratage des contenus via Internet

Le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) a organisé, le 25 février à Brazzaville, une conférence sur les méthodes organisationnelles du cyber piratage, les conséquences qui en résultent ainsi que les voies et moyens juridiques pour y faire face.

Le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'arrivée d'internet n'ont pas eu que des avantages pour l'industrie de l'audiovisuel puisque le piratage de contenus via internet y découle aussi, a fait constater l'expert Idriss Bossoto dans son exposé sur la définition du phénomène décrié.

Pour le ministre de la Communication et des Médias, Thierry Lézin Mougalla, les pirates les plus courants sont fraudeurs malgré eux. « *L'usage personnel et les motivations égoïstes donnent lieu à ce phénomène qui nourrit l'écosystème de la fraude. C'est en cela que nous assistons aujourd'hui au phénomène de piratage de contenus via internet* », a-t-il indiqué à l'ouverture des travaux de la conférence placée sur le thème « Les stratégies de lutte contre le piratage des contenus audiovisuels ».

Dans cette démarche de recherche des solutions au piratage de contenus via l'Internet,

le président du CSLC, Philippe Mvouo, a appelé à l'implication de tous. « *Le mal est là et les médecins c'est chacun de nous. En effet, la nuisance de ce problème nous interpelle tous et doit vite être traitée. Que les participants nourrissent cette problématique d'apports multiformes* », a-t-il dit.

Plusieurs intervenants se sont succédé pour éclairer la lanterne du public sur divers thèmes notamment la définition du piratage des contenus audiovisuels via Internet, les conséquences et moyens de lutte en Afrique, les instruments juridiques nationaux de lutte contre ce phénomène.

Ils ont fait constater qu'avec l'évolution rapide des techniques de diffusion, les normes déontologiques et juridiques sont devenues des questions qui demandent une adaptation de la part des producteurs et des consommateurs de productions médiatiques.

Les échanges ont débouché



Une vue de l'assistance Adiac

sur plusieurs résolutions parmi lesquelles la mise en place des textes d'application des lois déjà existantes sur le sujet, l'intensification de la culture du numérique des utilisateurs d'Internet, le renforcement des capacités techniques de lutte contre le pi-

ratage de contenus audiovisuels sur Internet. *Si nous arrêtons notre réflexion aux multiples et redoutables freins, ainsi identifiés, nous aurions toutes les raisons de désespérer. Fort heureusement, l'utilité de ces travaux a été de tracer le che-*

min, de décrire le schéma, de donner des clés techniques et juridiques qui permettront aux pouvoirs publics de sortir des pièges et sortilèges des pirates », a conclu le ministre de Communication.

Merveille Atipo

SAPEURS POMPIERS

La direction générale publie son rapport opérationnel 2019

Intitulé « bilan des activités opérationnelles de la sécurité civile en 2019 », le document a été présenté officiellement le 25 février à Brazzaville.

A cette occasion, le directeur de la prévention et de la réglementation à la direction générale de la sécurité civile, Jean Claude Mbouka, a indiqué que ce rapport se concentrait sur l'impact à sauvegarder les personnes, les biens et l'environnement considéré par la structure comme une préoccupation majeure. Il a souligné qu'au cours de l'année 2019, les services de la sécurité civile se sont déployés abondamment pour réaliser les missions de lutte contre les incendies, de secours à victimes, d'assistance à personnes et de sauvetage.

« *En 2019, les services de sécurité civile ont globalement réalisé neuf mille quatre cent quinze interventions, qui se répartissent de la manière suivante : 6888 interventions diverses, soit 73,16% ; 873 assistances à personnes, soit 9,27% ; 708 incendies, soit 7,52% ; 603 secours à victimes, soit 6,41% ; 224 couvertures sécuritaires, soit 2,38% ; 97 accidents de voie publique, soit 1,03% ; 15 sauvetages, soit 0,16% ; 4 découvertes de cadavre, soit 0,04% ; 3 noyades, soit 0,03%* », estime le rapport qui souligne qu'outre les activités quotidiennes, une attention toute particulière a été accordée à la couverture sanitaire des examens d'Etat session 2019, dans les localités couvertes par



Le général de police Albert Ngoto entouré de ses collaborateurs

leurs services, au travers, à la fois de la prise en charge des candidats dans les ambulances, et, au besoin, leur transport vers les centres hospitaliers.

De la sorte, selon le même rapport, quatre mille cent soixante-cinq candidats aux examens d'Etat avaient été pris en charge par les services de la sécurité civile, contre deux mille six cent un en 2018. En marge des activités opérationnelles, vingt-huit établissements scolaires, associations et organisations non-gouvernementales ont visité le centre de secours principal des sapeurs-pompiers du

centre-ville de Brazzaville dans le cadre des visites guidées, soit un total de deux mille six cent neuf personnes. De même, des campagnes de sensibilisation aux accidents domestiques et aux gestes de premier secours ont été réalisées dans les établissements scolaires et les lieux de culte, au profit de sept mille deux cent dix-huit personnes.

Revenons sur l'analyse que leurs services de la sécurité civile ont de ce bilan, le directeur de la prévention et de la réglementation de la direction civile, Jean Claude Mbouka, a révélé qu'en 2019 les interventions indiquent

une hausse, alors qu'elles se chiffraient à sept mille cinq cent quarante-cinq en 2018 et mille quatre cent vingt-sept en 2017.

La différence découle, tout naturellement avant tout, dit-il, de la forte demande de la population qui est mieux informée et sollicite de plus en plus nos services de secours. Les facteurs ci-après expliquent cette hausse, notamment : la vulgarisation du numéro vert d'appel d'urgence, le « 118 » ; l'effort constant du gouvernement dans la dotation des services de la sécurité civile en véhicules anti-incendie, moyens nautiques et en ambulances mé-

dicalisées ; et enfin, la proximité progressive des, centres de secours avec la population.

Perspectives

A cette occasion, en cette année 2020, s'est exprimé le directeur de la prévention et de la réglementation à la direction générale de la sécurité civile, les services de la sécurité civile vont se focaliser sur trois priorités, à savoir : la poursuite de l'organisation des campagnes de sensibilisation du public au numéro vert d'appel d'urgence, le « 118 » ; la prévention des accidents domestiques, avec l'utilisation de supports divers.

A cet effet, selon le thème retenu à l'occasion de la Journée mondiale de la protection civile, le premier mars 2020, de multiples actions de sensibilisation et de formation seront menées au profit de toutes les couches de la population, entre autres, la proximité des services de la sécurité civile avec la population ; l'ouverture éventuelle de nouveaux centres de secours à travers le pays (...).

A noter que cette présentation s'est déroulée en présence du directeur général de la sécurité civile, le général de police Albert Ngoto, ainsi que de son personnel.

Guillaume Ondzé

MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

Joyce N'Sana sur scène



Depuis 1996, le mois de février est consacré, au Canada, à la célébration de l'Histoire des Noirs. L'artiste congolo-québécoise participe à nouveau à la programmation de la diversité culturelle de cette année. Deux dates sont prévues pour Joyce N'Sana : le 27 Février à 20h sur le plateau de la télévision Matv Montréal et le 29 Février à 19h dans le cadre des festivités des diasporas africaines à Laval.

L'auteure-compositrice et interprète à la voix féminine montante du Reggae et de l'Afrobloop est une habituée de ce genre de représentation. C'est pour elle, l'occasion de livrer son message, à la teneur d'un art de paix, avec clarté et détermination.

L'occasion également d'affirmer sa présence scénique, soutenue, certes, par des rythmes entraînants, mais aux mélodies touchantes qui vous atteignent droit au cœur.

Une manière à elle d'honorer la célébration de l'Histoire des Noirs souvent ignorée par eux-mêmes, les Noirs relayant au second plan leur apport dans les diverses réussites de l'humanité.

Marie Alfred Ngoma

MUSIQUE

Roga-Roga donnera un concert au bord de la mer



L'artiste musicien, patron du groupe Extra-musica, Roga-Roga, se produira en plein air, le 1^{er} mars, à partir de 16 heures à la Côte sauvage de Pointe-Noire.

La plage de Pointe-Noire sera prise d'assaut par des personnes qui viendront écouter les plus grands airs d'Extra Musica. Pour commencer le mois de la femme, l'artiste musicien Roga-Roga a imaginé une programmation artistique spécialement différente. En lever de rideau, il y aura Dj Showbiz. Il laissera ensuite la scène à Mixtone, un artiste bien connu dans la ville océane. Ce dernier présentera, sans nul doute, en avant-première, des titres qui lui ont fait

connaître du grand public avant de céder le micro à One Missile.

Enfin, le défilé très attendu des sapeurs de la ville océane clôturera l'évènement. Toujours aussi imprévisibles, ces derniers maîtrisent non seulement l'art de s'habiller mais également la « diatance » ou l'art de se pavaner. Notons que Roga-Roga amènera, le 1^{er} mars, la musique hors des murs en compagnie des jeunes talents. Pour la circonstance, une scène sera installée à la Côte sauvage pour accueillir les artistes dans une ambiance chaleureuse.

Hugues Prosper Mabonzo

VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES **PEINTURES**
CÉRAMIQUES **MUSIQUE**

Musée du Bassin du Congo
galerie CONGO arts et expressions

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

ADRESSAGE DE LA VILLE OCÉANE

Les plaques de rues sans numéros

Initié par la mairie de Pointe-Noire, le projet d'adressage a permis de baptiser certaines rues et avenues qui ne portaient pas de noms. Mais les plaques fixées sur les murs des parcelles n'ont pas de numéros.

Avant l'adressage, les Ponténégrins ne trouvaient pas facilement un endroit. Pour pallier la difficulté, ils avaient trouvé une solution en nommant officiellement certains carrefours et places publiques. Afin de permettre à la ville de Pointe-Noire de répondre aux normes internationales en aménagement urbain, la mairie centrale avait initié un projet d'adressage dans le but de mettre des adresses sur les rues et les avenues. La réalisation de cette opération a résolu les difficultés en matière d'orientation auxquelles ont été longtemps

les avenues, les rues et ruelles de la capitale mais aussi de rendre un hommage aux personnalités qui ont marqué les différents coins et recoins de Pointe-Noire. Cette opération a surtout permis à la population d'avoir une lecture de la ville plus évidente.

Cependant, certaines personnes pensent que le projet a été exécuté à moitié, puisque les plaques de rues et avenues manquent de numéros pour offrir une meilleure signalétique. « Il n'est pas rare de trouver dans la ville des habitations ayant des plaques dépourvues de numéros. Cela pose de sérieux problèmes d'orientation. Il est donc important de numéroter chaque parcelle », a dit un habitant du quartier Mpaka.

Lancé officiellement le 23 mai 2011, le projet d'adressage a été réalisé en deux phases. La première a débuté en mai 2009 et a été totalement financée par l'Association internationale des maires francophones (AIMF) pour un montant de 416 mille euros. La deuxième phase était intervenue en début mars 2011 sur cofinancement de l'Union européenne et l'AIMF pour un coût de 1,5 million d'euros.

Notons que l'adressage est une opération permettant de localiser une habitation ou une activité par la définition de son adresse en s'appuyant sur un système de carte et de panneau mentionnant la numérotation ou la dénomination des voies et constructions.

H.P.M.



Une plaque de rue sans numéro sur le mur d'une parcelle. Crédit photo «Adiac»

confrontés les citoyens qui n'avaient que des repères pour localiser un lieu. L'opération avait donc permis de couvrir une superficie de 6113 hectares contre 72235 estimée, de poser 15000 plaques de voies pour 6000 carrefours à raison de deux plaques par carrefour et d'identifier 47666 voies. Bien apprécié par la population, ce projet a permis non seulement d'identifier

PARUTION

Giscard Kevin Dessinga publie Introduction périodique à la philosophie. Antiquité, Moyen-âge et Temps modernes

Paru aux éditions Connaissances et Savoirs, en 2020, ce livre de trois cents pages raconte avec détails, clarté, précision et surtout de manière chronologique l'histoire millénaire et mouvementée de la philosophie pour la période qui va du VI^e siècle avant Jésus-Christ au début du XIX^e siècle.

Le nouveau ouvrage du Dr Giscard Kevin Dessinga vient compléter la série de ses manuels sur l'histoire de la philosophie, après "La fin des certitudes" paru à L'Harmattan, en 2015, et "Introduction à la philosophie contemporaine", édité par Publibook, en 2019.

Ce livre écrit pour tous et à la portée de tous, dit-il, n'a qu'une seule ambition : aider les étudiants, enseignants, professeurs et enseignants-chercheurs à comprendre et à approfondir, simplement et avec les mots de tous les jours, l'extraordinaire histoire de la philosophie. Il s'agit, pour tout dire, d'une espèce de vade-mecum, d'aide-mémoire et d'introduction à la philosophie pour débutants et spécialistes. Tel est le constant souci de l'auteur. « Que les élèves, étudiants, enseignants, chercheurs et enseignants-chercheurs, professeurs et amoureux de la philosophie...trouvent ici un instrument de travail pré-

cieux, facile à consulter, utile et essentiel, avec vingt-cinq siècles d'histoire, et d'extraordinaires découvertes ainsi que de multiples rebondissements. Une histoire merveilleuse... tel est le beau de cette histoire que nous avons essayée, tant soit peu de raconter; en partant de Thalès, le précurseur; à Hegel, le dernier philosophe systématique des Temps modernes », a-t-il indiqué.

En effet, c'est toute l'importance de cette modeste contribution à la connaissance de l'histoire de la philosophie, que le Dr Giscard Kevin Dessinga le dit d'ailleurs dans Introduction à la philosophie contemporaine : « *Philosopher, n'est-ce pas oser entrer dans une certaine tradition de pensées qui nous précède et dont nous ne sommes que des héritiers ? Connaître cette tradition, son mode de fonctionnement, sa logique interne, son style de jeu, et donc l'histoire de*

la philosophie ne devient-il pas, dans ces conditions, une nécessité impérieuse ? Et comment la connaître et la comprendre, cette tradition, si personne ne nous l'interprète, ne nous la raconte et ne nous la reconstruit ? »

Les trois périodes abordées dans ce livre

La première période, l'Antiquité, est subdivisée en trois : la période présocratique (6^e et 5^e siècles avant Jésus-Christ, soit de Thalès aux Sophistes), la période socratique (5^e et 4^e siècles avant Jésus Christ (Socrate, Platon et Aristote) et la période post socratique (3^e siècle avant Jésus-Christ, et 6^e siècle après Jésus-Christ (Cynisme, Épicurisme, Stoïcisme, Scepticisme, Néoplatonisme).

La deuxième période, le Moyen-âge, comprend : la période des Pères de l'Église (2^e et 4^e siècles) ; la période préscolastique (5^e et 9^e siècles) ; la Haute Scolastique (9^e et 11^e siècles),



l'âge d'or de la Scolastique (12^e et 13^e siècles) et enfin le déclin de la Scolastique (13^e et 14^e siècles).

La dernière période concerne les Temps modernes (moitié 15^e siècle et première moitié du 19^e siècle). Elle se ramène à deux mouvements de pensée, Humanisme-Renaissance (15^e et 16^e siècles), les Lumières (18^e siècle) et quatre systèmes philosophiques : le Rationalisme (17^e siècle), l'empirisme (17^e et début 18^e siècle), le Criticisme (18^e siècle) et l'Idéalisme allemand (18^e et début 19^e siècle).

Qui est Giscard Kevin Dessinga ?

Originaire de la République du Congo, il est épistémologue,

enseignant-chercheur à l'Université Marien-Ngouabi et maître-assistant (Cames). Franciscain, Dr en Philosophie, Giscard Kevin Dessinga a, à son actif, plus de vingt ouvrages. Parmi ses dernières publications, on peut citer : "Nouvelles perspectives de la démocratie en Afrique" paru à Mon Petit Editeur, en 2017 ; "Karl Popper ou le rationalisme pluraliste" (Mon Petit Editeur, en 2017) ; "J'enseigne, mais comprennent-ils ?" (Mon Petit Editeur, en 2018) ; "L'athéisme est un humanisme" paru à Connaissances et Savoirs, en 2019 ; "La connaissance comme problème philosophique" édité par Connaissances et Savoirs, en 2020.

Bruno Okokana

JOURNÉE DU CONSEIL INTERNATIONAL DU SPORT MILITAIRE

Les Congolais se redynamisent à travers la marche et le judo

Plus de mille trois cents sportifs, particulièrement des militaires, ont célébré, le 22 février à Brazzaville, la Journée du conseil international du sport militaire. Celle-ci vise à rassembler les hommes en armes par le biais du sport.

En présence du commandant de la zone militaire de défense n°9, le général de brigade Jean Baptiste Gnako, qui était accompagné du président de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées, les participants à cette manifestation internationale, surtout les judokas, ont mis en exergue leur savoir, au grand bonheur des spectateurs.

Cette journée, simultanément célébrée dans toutes les zones militaires de défense du Congo, consiste à promouvoir le développement des relations amicales entre les forces armées des nations à travers le sport tout en rejetant les différentes formes de discrimination.

Tout a commencé par une



marche sportive dont le coup d'envoi et le point de chute étaient le stade d'Ornano. Les marcheurs avaient traversé une bonne partie de la ville puisqu'ils sont passés par le parquet,

le rond-point place de la République, le rond-point de la patte d'oie, le boulevard Alfred-Raoul, le rond-point immeuble des Italiens ainsi qu'au CEG Nganga Edouard.

Des judokas après les combats finaux. Juste après la marche, ces sportifs ont assisté à la finale des combats de Judo. Au classement général, l'équipe des civils a occupé le premier rang suivie du groupement mobile de la police. Le

bataillon de sport, l'équipe de la Direction générale de la sécurité présidentielle et la Garde républicaine ont occupé respectivement la troisième, quatrième et cinquième place.

À en croire le colonel Cyr Patrick Morapenda, la célébration de cette journée a pris ses racines après la Seconde Guerre mondiale où un besoin commun d'apaiser les haines et les inimitiés s'est fait sentir. « C'est ainsi que des représentants de la Belgique, du Danemark, de la France, du Luxembourg et des Pays-Bas avaient décidé, pendant le championnat d'escrime à Nice, en France, de créer un Conseil international du sport militaire le 18 février 1948 », a-t-il rappelé.

Rude Ngoma